

Communiqué de presse
Berne, le 21 septembre 2018

Mandat de la délégation suisse pour la conférence sur le climat : seuls les résultats comptent

Le Conseil fédéral adopte aujourd'hui le mandat de négociation de la délégation suisse pour la conférence sur le climat 2018. Dans la concrétisation des objectifs de l'Accord de Paris, seuls les résultats comptent. L'usam invite la délégation suisse à faire preuve de souplesse et à consentir si nécessaire des compromis. Dans le cadre de la coopération mondiale, des mécanismes fonctionnels doivent être mis en place.

L'Accord de Paris de 2015 est un document abstrait. La conférence sur le climat de Katowice, en Pologne, doit en concrétiser les objectifs. Un équilibre doit être trouvé entre la supervision internationale et les conditions locales. Il s'agit là d'une condition sine qua non à l'établissement d'une coopération mondiale. La Suisse ne peut atteindre ses objectifs climatiques que dans le cadre d'un programme international. Cet équilibre a trop souvent été empêché par l'intransigeance ou le dogmatisme des acteurs en présence. La souplesse et la capacité de compromis ne peuvent que profiter à une politique climatique ambitieuse telle que la Suisse la conçoit.

L'usam représente l'économie au Conseil technologique de l'ONU

Indépendamment du mandat suisse, l'usam a été élue au conseil consultatif du « Climate Technology Centre & Network (CTCN) » patronné par l'ONU. Elle y représente au niveau mondial la position des entreprises. Le CTCN souhaite renforcer la coopération dans le domaine des technologies liées au climat afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'adapter la société au changement climatique et d'améliorer les possibilités de coordination.

Renseignements complémentaires

Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 031 380 14 20, mobile 079 285 47 09

Henrique Schneider, directeur adjoint, tél. 031 380 14 38, mobile 079 237 60 82

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8 % des entreprises de notre pays.